



Lorsque la chèvre est bien présente, il serait ridicule de bêler à sa place.

Proverbe Peul : par
Hamadou Hampaté BÂ

Sommaire

Sujets

pages

Editorial: D'accord pour Juger les crimes et génocides dans le monde, mais pas les nôtres	1
Zoom sur le passé	2
L'annonce d'une ouverture taillée sur mesure	2
Actualité	2
Le dialogue Congolais pour aboutir à la paix, fiction ou réalité ?	2
Peut-on faire du CONGO une démocratie en guerre ?	3
CONGO-Brazza "une question de paix" après la guerre.	3
Meurtres très religieux d'une église Ougandaise	4
Le Nigeria au bord de l'explosion...le danger du système fédéral dans les jeunes nations ?	4
Vers une cours pénal international	4...5
L'Angleterre aide Pinochet à devenir le faux malade le plus célèbre du monde.	5
La réalité d'une prise d'otage internationale ... la FMI et la BIRD...	5...6
Société	6
La Représentation des ressortissants de la R.D.Congo à l'étranger.	6
Pendant qu'Alpha Blondy dénonce l'assassinat du journaliste Norbert Zongo au Burkina Faso	6
Le Mythe du Professeur, un mal toujours présent.	6...7
L'écho de Paris	7
R.I.D.E.C, le nouveau-né dans le paysage associatif Congolais en France	7

Editorial

D'accord pour Juger les crimes et génocides dans le monde, mais pas les nôtres.

L'arrestation du Général PINOCHET qui avait pourtant fait apparaître au monde, la réelle volonté d'accomplissement du droit d'ingérence; pour faire juger les dictateurs prétendus tortionnaires de leur peuple, pour crime contre l'humanité ou génocide n'aurait été qu'une farce. Le général est pointé du doigt par l'opinion internationale et une grande majorité des médias à cause de l'étendu de massacres causés par son régime au peuple Chilien, s'en tire très bien après tout.

Aujourd'hui après le passage de l'orage, le général a retrouvé son pays où sa grande influence sur le pouvoir reste encore importante. L'occasion est ainsi donnée aux médias de travailler au conditionnel à son sujet. Les nombreuses personnes qui n'avaient pas cru à son jugement viennent de voir, la confirmation de ce qu'ils redoutaient, la direction montrée par l'actualité fait comprendre que le jugement de cet homme est rendu impossible. En effet beaucoup de crimes commis et se commettent encore au monde, mais tous ces crimes ne sont malheureusement pas mis au même pied d'égalité, par conséquent certains ne pourront pas être punis avec les structures internationales. A l'issue de la guerre froide est sorti un vainqueur, le monde dit de l'économie libéral ou ultra libéral, autrement dit occidental avec à sa tête les États-Unis. Il serait idiot de penser que les exécuteurs, qui ont permis aux vainqueurs de gagner la guerre froide soient inquiétés, car toutes victimes des massacres au Chili et ailleurs pendant cette période sont aussi ceux de la guerre froide.

Les tortionnaires de la guerre froide, dont certains retraités et d'autres encore au pouvoir ne bénéficient pas, du même traitement. En réalité, ce que l'on peut qualifier de paix froide a fait apparaître l'existence de deux côtés: "le bon côté" et "le mauvais côté" non déclarés comme tels. "La raison du plus fort étant toujours la meilleure"; se retrouvent du "bon côté", ceux qui ont agi au nom et au profit de l'idéologie des vainqueurs et du "mauvais côté", tous ceux ont agi en opposition à l'ultra-libéralisme.

Lorsque les organisations dites de droits de l'homme décident d'engager, des actions dénonçant des abus de tout genre, ils ne vont jusqu'au bout, seulement avec l'autorisation implicite de ces mêmes vainqueurs de la guerre froide. A moins d'un changement, beaucoup de personnes bien, qu'accusées par l'opinion ne seront jamais inquiétées. Ce qui signifie que, les jugements des tribunaux internationaux n'obéissent qu'aux rapports entre les accusés et les grandes puissances du monde.

La fin de la deuxième guerre mondiale, a occasionné le jugement des Nazis par les vainqueurs. Avec seulement un compromis et sans vainqueur, la fin de l'Apartheid en Afrique du Sud n'avait eu comme seul choix: la réconciliation et le pardon, il n'en aurait pas été de même, s'il y avait eu un vainqueur. Malgré les travaux des tribunaux internationaux sur les massacres dans l'ex Yougoslavie et le génocide Ruandais. L'organe de justice international, reste en réalité un tribunal où les grandes puissances actuelles vainqueurs des guerres contemporaines jugent ceux qui les intéressent.

C. MASAMBA

Zoom sur le passé

L'annonce d'une ouverture taillée sur mesure

Depuis sa prise du pouvoir en 1965, la politique du régime Mobutu fut celui de la propagande, de prestige et des grosses dépenses. La réalisation de certains projets d'intérêt étranger à l'instar de la ligne Inga-Shaba est l'un des motifs qui fit basculer le Congo baptisé Zaïre en 1971, dans l'abîme de l'endettement alors que celui-ci, bénéficiant d'énormes potentialités était théoriquement, l'un des rares pays Africains; à l'abri des problèmes financiers. Lorsque la Zaïrianisation ouvrant le chemin au système de détournement généralisé et systématique des fonds publics avait fini d'achever toutes les chances de ce pays, les pressions des principaux créanciers obligeant les États-Unis de l'époque Jimmy CARTER à faire pression sur Mobutu à ouvrir son régime, considéré comme seul moyen de redonner confiance ses bailleurs de fonds qui voyaient de plus en plus, s'éloigner le moyen de recouvrer leurs dettes et par conséquent des fortes opportunités financières. Cette peur de ne pas pouvoir maîtriser l'abomination qu'ils avaient choisie et encouragée auparavant fut, le principal motif des larges processus électoraux, commencés en 1977.

Cette ouverture Zaïroise fut un moyen, permettant au système Mobutu d'afficher, un visage démocratique à la face du monde. Le vote populaire était désormais utilisé pour choisir au sein du MPR parti unique, parmi plusieurs candidats, les membres de ses organes; comité central, bureau politique, députés et les commissaires de Zones (bourgmestres) etc... Pour le Président, tout candidat devant être avant tout président fondateur du MPR, Mobutu se présentait contre du vent; la voix du peuple était là aussi la voix de Dieu; sans trucage Mobutu récoltait 99,999...%, avec un taux de participation avoisinant les 100%, car aussitôt après ces votes, soldats et gendarmes étaient lâchés sur le malheureux peuple zaïrois, gare au malin qui n'a pas voté, pour ce candidat unique l'abstention devenait suicidaire.

A part Mobutu lui-même qui exerçait la "crainte du chef" sur la population pour convaincre, la majorité des candidats aux autres scrutins battaient campagne avec comme moyen, la distribution des cadeaux de toutes sortes, souvent d'ailleurs; grâce à l'argent accumulé avec les divers détournements de fonds publics. La bière particulièrement devint, un élément déterminant pour gagner les élections. Le long chemin parcouru par le peuple Congolais devrait lui servir pour ses choix dans l'avenir. La démocratie ne doit pas être pour les hommes politique uniquement, un moyen de renverser celui qui est au pouvoir; pour prendre sa place, mais un moyen d'accéder au pouvoir, pour réaliser un projet de société dans le court terme et commencer celui à long terme.

Pour les journalistes, il ne s'agit pas d'un moyen pour servir de caisse de résonance aux partis politiques et de pratiquer la calomnie, à l'exclusion de tout déontologie mais plutôt, d'apporter des analyses critiques sur des sujets d'actualités et historiques qui contribueront ainsi à compléter sinon à améliorer les connaissances d'un peuple a besoin de repères.

C. MASAMBA

Actualité

La Représentation des ressortissants de la R.D.Congo à l'étranger.

Trouver un autre moyen de faire participer à la vie nationale le grand nombre de Congolais résidant à l'étranger devient une nécessité, si on veut réellement mobiliser le maximum d'énergie, pour la construction du CONGO.

Pour désigner les participants à la concertation préalable au dialogue Congolais, initiée par les confessions religieuses du Congo, les ambassades en France et en Belgique avaient procédé à la consultation des organisations Congolaises sur place. Certainement par souci de démocratie auquel aspire et dont fait l'apprentissage, le peuple Congolais.

Les personnes désignées pour représenter les Congolais de l'étranger, étaient-ils tous vraiment les défenseurs des intérêts du pays face aux enjeux de la guerre ? Il est certes difficile de le savoir à part les personnes concernées eux même. dans des telles circonstances, il serait pourtant moins difficile d'analyser les motivations et les compétences de ces personnes pour les sélectionner ensuite, s'il existait au préalable, un observatoire des associations Congolaises dans les ambassades.

Vue le nombre croissant des ressortissants Congolais, Il devient important procéder à un recensement de ces derniers pour ensuite leur permettre de participer à la vie nationale. Les associations locales à l'étranger pourraient y jouer le rôle de relais. il serait important au gouvernement Congolais, sauf en cas d'extrême urgence, d'éviter toute improvisation, car beaucoup de Congolais patriotes et responsables qui sont des valeureux travailleurs dont la disponibilité dépend souvent de leurs activités professionnelles risqueraient ainsi inconsciemment d'être mis à l'écart de tout débat ou toute contribution nationale. Il faudra donc toujours évaluer avec sérieux, le temps qu'il faut pour les solliciter afin d'assurer la contribution d'un maximum des Congolais, sinon il y aura risque de les faire représenter par les représentants des forces contraires aux intérêts supérieurs de ce pays.

JM. PINTU

Le dialogue Congolais pour aboutir à la paix fiction ou réalité

Comment arrêter la guerre qui déchire la Rép. Dem. du Congo ? Celle-ci est la question sans réponse qui ronge la tête des nombreux Congolais. L'occupation d'une partie de ce pays par les troupes Ruando-Ougandaises en collaboration avec quelques Congolais de plus en plus marginaux s'installe, dans une durée indéterminée plutôt longue.

Il apparaît que le dialogue Congolais prévu par les accords de Lusaka est considéré par les partis politique, les Ong's et ceux qui se réclament de la société civile comme un moyen d'aboutir à la paix. La réalité du conflit est pourtant tout autre, car dialogue ne compte réunir que les Congolais autour d'une même table, à supposer qu'un aboutissement positif voit le jour. Que fera-t-on des pays agresseurs, qui poursuivent des objectifs différents de ceux des rebelles ? La naïveté pousse certains à croire que l'agression va se terminer si facilement. A-t-on déjà vu dans le passé une signature de paix entre des gens qui ne font pas la guerre. La guerre au Congo oppose celui-ci à la coalition de ces deux pays Agresseurs, un vrai dialogue pour la paix ne peut ignorer la réalité ; il faut autour d'une table la coalition d'agresseur d'un coté et les Congolais tous réunis de l'autre. A moins d'une solution militaire, la paix ne peut être que l'aboutissement des accords entre ceux qui se combattent, c'est donc avec la coalition Ruando-Ougandaise qui maîtrise les combats qu'il faut réclamer un dialogue en principe.

A la fin de la consultation organisée par les communautés religieuses, visant la préparation du dialogue prévu par les accords de Lusaka, on trouve parmi les dernières résolutions: la réclamation de la nomination d'un Premier ministre alors qu'il s'agit de la Paix. S'agit-il là une manière de cacher, le manque d'imagination de toute une communauté ou une volonté délibéré de distraire tout un peuple de la part de ceux qui cherchent un positionnement, dans le nouveau paysage politique Congolais.

C. MASAMBA

Peut-on faire du CONGO une démocratie en guerre ?

La démocratie prend des sens de plus en plus variés selon l'entente avec les grandes puissances militaires et financières du monde. Ceux ci s'étant octroyés le droit de déterminer et proclamer ce qui est démocratique et ce qui ne l'est pas, ont aussi inventé le concept nouveau; "La Bonne Gouvernance", actuellement utilisé pour les pays d'Afrique noire partout là où ils ne souhaitent pas des vrais changements démocratiques. Les guerres ont été partout et de tout les temps, déclencheurs des périodes d'exception dans des pays occupés ; la défense nationale devenant à des telles occasions, la principale motivation de toute action politique, A l'exemple de la France où pendant la guerre de 40-45, du côté de la collaboration où celui de la résistance, l'opposition à la politique de défense bien qu'interprétée de deux façons opposées ne pouvait se tolérer ; il n'a existe au monde aucun pays occupé par des ennemis n'ayant pas décrété un état d'exception. Dans ce qui se passe en République Démocratique du CONGO les partis politiques qui exigent la démocratie déclarent s'opposer à la guerre, tout en nuançant leur condamnation des armées d'occupation Ruando-Ougandaise. Faut-il y voir un soutien à l'occupant de certains désespérés qui tentent de forcer leur retour sur la scène politique? La revendication de ces partis d'opposition étant plutôt, la démocratie au lieu de la fin de l'occupation du pays ressemble plus, au choix de la lutte contre Kabila dans l'unique but, de prendre ou se disputer sa place à leur tour. Le CONGO est aujourd'hui le laboratoire politique au monde où l'on veut expérimenter une "Démocratie" que l'on n'exige pas ailleurs, dans la même situation. Les organisations internationales derrières les quelles se cachent les grandes puissances ne condamnent ni n'exigent la fin de l'occupation mais exigent avec vigueur la démocratie et toutes les libertés imaginables guettant le moindre rappel à l'ordre pour accuser le pouvoir d'abus des "droits de l'homme". Les partis politiques Congolais sont-ils devenus dans l'arrière cour, les succursales des organisations internationales, qu'ils informent et par manque d'imagination ces derniers devenant à leur tour, leur unique source d'inspiration en matière d'idées? La différence de traitement entre ce qui se passe au CONGO-Kinshasa et partout ailleurs où règne l'instabilité poussera toute personne objective à répondre par l'affirmatif à la question précédente.

La proposition de la nomination d'un Premier ministre réclamée dans une résolution de la consultation nationale Congolaise, montre la stérilité des hommes qui attendent des solutions des autres. Cette proposition est-il le moyen recherché par certains de créer un nouveau pouvoir légitime, qui agirait en concurrence au président de la République et qui serait automatiquement soutenu par ces partis politique, débouchant à un chaos institutionnel dont profiteraient ces derniers ?

L'expérience du monde contemporain montre clairement, que la démocratie ne peut être; qu'une des conséquences de la paix et d'une stabilité institutionnelle dans un pays. En aucune occasion et dans aucun pays du monde, la démocratie a été réalisée avant la paix. Les Congolais doivent comprendre que pour gagner la démocratie, il faut d'abord gagner la paix. Les pays occidentaux qui essaient de faire passer la démocratie avant la paix au CONGO ne font que de la manipulation et savent bien ce qu'ils veulent. Tous les processus prétendus démocratiques, organisés dans des pays en guerre n'ont été en réalité, que des partages de comme celui d'un gâteau entre plusieurs assoiffés du pouvoir finissant la plupart par des guerres non déclarées et des longues périodes d'instabilité. Il faut pour le CONGO un grand homme fort et ferme dans ses convictions, incarnant le véritable intérêt national, qui dès la paix revenue organisera une révolution culturelle ; en permettant ainsi de doter ce pays des outils de la réalisation d'une réelle démocratie, faudra- il encore que cette révolution ne soit pas empêchée par les intérêts contraires qu'on jusqu'ici représentés les grandes puissances actuelles.

C. MASAMBA

CONGO-Brazza "une question de paix" après la guerre.

Peut-on croire que l'ébauche d'une réconciliation, entre les fractions politiques antagonistes sur le plan idéologique est un prélude de paix au Congo-Brazza ? L'état de paix actuellement proclamé par le gouvernement de Mr Sassou Ngwesso est-elle l'émanation de sa propre victoire militaire ou simplement un résultat des enjeux politico-économiques dictés par les intérêts des forces en présence...? Réaliser une réelle démocratie et une paix durable lorsque tous les leviers du pouvoir restent concentrés entre les mains d'une seule personne, ne dépend que de sa seule volonté politique. Certes, les puissances politico-financières ayant fait mains basses, sur les ressources naturelles du pays n'ont pas eu du mal à convaincre, les différents protagonistes; à se rallier au processus de paix imposé avec le concours des pays voisins, mais il reste néanmoins au président Sassou de prendre le courage de démanteler ses réseaux politico-militaires et milices afin de réaliser des organes consensuels, qui pourront servir de départ à une reconstitution de la démocratie dont aspire le peuple. Ceux des Congolais qui ont rallié cette réconciliation après tant des sacrifices malgré le flou de la situation actuelle sont courageux et méritent tout le respect.

Les intérêts financiers sont-ils le seul fil conducteur entre Sassou et quelques sbires représentés officiellement par la défunte multinationale ELF d'une part et entre celui-ci et l'armée Angolaise d'autre part, ou s'agit-il pour chacun des intervenants des raisons différentes, qui en définitive ont profité à une personne qui serait encore plus dangereux pour eux s'il devait être obligé de s'adresser aux forces de l'UNITA de Jonas Savimbi, vu la proximité du Gabon, pays qui a longtemps été adversaire déclaré du régime Angolais.

Le fait de rendre les armes est-il la base d'une paix véritable ? Certainement pas, Faut-il encore que Mr Sassou grâce au pouvoir qu'il détient seul se remette en cause personnellement et se donne le courage politique de dialoguer véritablement avec toute la classe politique afin de jeter les bases d'une nouvelle orientation démocratique de ce pays. Ce courage bien que difficile car risquant de heurter les intérêts étrangers en présence mérite d'être pris, car c'est de l'avenir non seulement du CONGO-Brazza mais de toute l'Afrique en Général, sinon il faut s'attendre à une reprise future de la violence qui pourra coûter très cher à Mr Sassou lui même.

J.M. PINTU

Les assassinats religieux d'une église Ougandaise

L'absence de politique sociale dans les pays Africains a cédé cette tâche aux vautours ayant fait le choix de construire leur propre réussite matériel, grâce à la manipulation psychologique des citoyens faibles d'esprit. C'est dans les pays d'obédience chrétienne en majorité que l'occupation du terrain social par des entreprises religieuses est le plus remarquable, celles-ci vendent l'espoir d'une meilleure vie dans l'au-delà en demandant souvent aux fidèles, de se débarrasser de leurs soucis matériels. Ces fidèles convaincus souvent grâce à des prétendus miracles se font ainsi dépouiller de ce qui leur reste encore des biens au profit du dit église. Donnant ainsi naissance à des nouvelles forces financières qui profitent aux seuls dits "Gourous". L'Ouganda aujourd'hui ébranlé par la "communauté du rétablissement des dix commandements de Dieux" n'est que l'exemple de ce qui va se passer dans d'autres pays de la région, si aucune mesure efficace n'est prise. Comment expliquer le nombre important de morts et disparition: plus de 950 morts déjà découverts, sans que le pouvoir n'en soit informé, puisqu'il fallait attendre l'incendie d'un bâtiment. On peut se demander, ce que fait réellement le gouvernement Ougandais de la sécurité à l'intérieur de son territoire. Peut-on croire à une réelle ignorance du pouvoir, vu la force financière de ces organisations religieuses, dans un de ces pays où la politique est considérée comme source d'enrichissement personnel ? Prenant souvent comme référence, les religions des Etats-Unis ; pays développé où la démission de la politique sociale est officielle, ces nouvelles organisations religieuses qui se présentent tous comme des centres des aides où l'individu devient un instrument à la guise de spéculateurs, au lieu d'être combattu, sont tolérées, voir même encouragées; au nom de la liberté d'opinion, du culte et de religion. Aujourd'hui l'Ouganda, mais à qui sera le tour demain? Cameroun, Congo-Brazza, Congo-Kinshasa, Angola, Afrique du Sud etc... Ce continent déjà le plus menacé de la planète par le SIDA, le Paludisme et d'autres multiples problèmes de santé qu'il a des grandes difficultés à contrôler, doit faire face à ce nouvel ennemi. Pour sauver encore ce qui peut l'être ; le mental et le bon sens, il devient urgent que les pays africains concernés par cette prolifération de religions se donnent les moyens, de distinguer les outils de la machination mentale et financière des organes aux seul but moral et réellement religieux. Sinon, il faudra considérer les différents gouvernements Africains, comme complices de ce que l'on doit designer "la destruction psychologique du peuple".

J.M. PINTU

Le Nigeria au bord de l'explosion faut-il y voir le danger du système fédéral dans les jeunes nations.

La Puissante Union Soviétique a disparu, suite à la déclaration d'indépendance de chacun des états qui constituaient la grande fédération. Les Etats-Unis ont connu eux une longue guerre de sécession, pour empêcher la séparation avec les Etats du sud, qui n'acceptèrent pas l'émancipation des noirs. La fédération Yougoslave encore plus proche de nous connaît petit à petit sa fin, chaque entité se connaissant légitime se propose une émancipation séparée.

Voici venu le tour du Nigeria, pour la deuxième fois après la guerre de Biafra, des Etats se connaissant une légitimité juridique se permettent de décider d'ignorer le pouvoir fédéral, brandissant la menace sécessionniste au moindre rappel à l'ordre de celui-ci. Le système fédéral présente une ambiguïté parfois difficile à cerner, mais peut-on comprendre que dans ce système, le pouvoir central bien que structurellement situé au-dessus peut devenir impuissant d'agir, face à la souveraineté de décision et la volonté de ne pas respecter la constitution ; Ne laissant au pouvoir fédéral souvent comme seule issue, que l'épreuve de force. Le fédéralisme devient-il un danger pour les jeunes nations ? On peut le croire, car une fois que les Etats fragiles sont livrés aux assoiffés de pouvoir, le risque de transformation d'une Fédération en une association des pays indépendants, qui se tolèrent ne reconnaissant aucune autre souveraineté au-dessus est bien réel. L'application de la CHARIA décidée par certains états du Nigeria est interprétée par la majorité de spécialistes comme, la manifestation de ceux qui n'acceptent pas la direction prise par le pouvoir central; depuis la confirmation du système démocratique, après les dernières élections présidentielles. Le pouvoir central craignant une guerre civile n'ose pas utiliser la constitution, qui lui permettrait d'arrêter par la force l'application des lois Islamique et se voit réduit à implorer, la bonne volonté des dirigeants de ces Etats. Au Congo le fédéralisme figure dans des projets de beaucoup de partis politique, comme cela a été vérifié lors du déroulement de la conférence nationale. Au vu de ce qui s'est déjà passé au Katanga en 1960 et au Nigeria actuellement, personne parmi ceux qui proposent la fédération ne peut jurer, n'avoir aucune arrière pensée de concurrence face au pouvoir central. Dans un pays il ne peut pas y avoir plusieurs pouvoirs légitimes sans risque de déconsidération de la hiérarchie et sans risque d'explosion.

C. MASAMBA

Vers une cour pénale internationale

A voir les désordres et les ordres imposés dans le monde par les grandes puissances, comment ne pas considérer ce futur outil du droit d'ingérence, non comme un moyen de l'application du droit internationale, mais plutôt comme le moyen d'assurer le règlement de compte de ceux qui ne suivent pas la pensée unique internationale, qui depuis quelques années déjà a marqué la planète de son empreinte. Soutenus par certains les ONG's occidentales se réclamant de l'action humanitaire et de la défense de droit de l'homme, la réalisation de cette cour n'est plus qu'une question de temps. Comment peut-on croire à une réelle volonté de justice alors que, la discrimination de crimes reste encore d'actualité, la différence de réaction entre les crimes commis au Kosovo et ceux commis en Sierra Leone à Brazzaville et en Tchétchénie, voir la mollesse au regard des massacres du peuple Timorais....en fait foi.

Avant toute vraie justice faudrait-il que tous les crimes soient égaux et aussi que tout les peuples du monde soient considérés égaux, ce qui est loin d'être le cas au regard de l'actualité. A l'instar de l'ONU, les plus puissantes organisations non gouvernementales dépendantes des grandes puissances financières d'aujourd'hui, se trouvent obligées de traiter différemment les sujets sensibles. Ainsi, les accusations contre des actes des adversaires de ces puissances sont exécutées efficacement, alors que ceux des exécuteurs de ceux-ci se limitent souvent aux vœux pieux.

Depuis la création de l'ONU, les pays mis réellement au banc des nations ont toujours été ceux les plus faibles ; aucun des pays puissants, bien que responsables directs ou indirect de la majorité des tragédies et désordres ne soient vus inquiétés. Ces puissances peuvent se permettre, d'envahir un pays souverain pour une raison fallacieusement montée, d'organiser des coups d'état, d'envoyer des mercenaires là où cela leur plaît sans crainte de condamnation. La structure actuelle de l'ONU permettant aux puissants d'organiser leur propre impunité, cette cour internationale de justice ne pourra être qu'un nouvel outil pour assurer leur suprématie à tout égard, consacrant ainsi l'application de l'injustice internationale. Pour que cette cour prenne naissance, il faudra l'approbation au minimum de 60 états, mais déjà les indices de la protection des grandes puissances font leur apparition. En France pour ratifier le traité de la fondation de cette cour, le parlement a pris soins d'introduire l'article 124. De caractère discriminatoire, cet article permettra aux militaires et personnalités Françaises impliquées de se mettre à l'abri de toute poursuite, pendant une durée d'au moins 7ans ? Comme par hasard ce vote a été passé sous un silence absolu par tous les médias, malgré l'importance accordée par l'actualité aux problèmes de la justice internationale avec les affaires Pinochet et Isène Habré.

Les organisations humanitaires se réclamant de la défense des droits de l'homme n'ayant engagées aucune action de contestation contre cet article 124, doivent être considérées comme collaborateurs des puissants et donnent là encore une occasion de perdre petit à petit leur crédibilité. Se dirige-t-on vers un avenir où seuls les puissants auront droit de cité encore plus qu'avant ?

C. MASAMBA

L'Angleterre aide Pinochet à devenir le faux malade le plus célèbre du monde.

Deux Pinochets, l'un très malade à Londres et l'autre en forme à Santiago, on pourrait dire que pour la race des tortionnaires ; l'air du pays est un médicament. Changer d'humeur, se déclarer gravement malade et se coller à une chaise roulante pour apparaître en public est peut être une recette Pinochet, mais pourquoi pas Britannique puisqu'il est certain que les Etats-Unis et la Grande Bretagne pays démocratiques ne souhaitaient pas l'aboutissement d'un procès où leur responsabilité apparaîtrait au grand jour. Jouissant d'un grand prestige auprès des puissants acteurs de la vie économique Chilienne et dans une armée qu'il a façonné à son image, qu'une moindre réelle inquiétude de Pinochet risquerait de remettre en cause les nouvelles avancées démocratique que voudrait assurer l'actuel pouvoir encore fragile. Les plaintes, les instructions et autres actions judiciaires à son encontre ne seront qu'un moyen théâtral préparé pour, apaiser l'opinion publique internationale et ne pas enterrer définitivement le principe de droit de l'homme, qui de plus en plus souffre de crédibilité. Les hypocrisies et autres abus de droit de l'homme causés par ou avec la

complicité de ceux là même qui s'en déclarent les principaux gardiens ; avec le génocide du Ruanda, les Massacres de la Sierra Leone, du Congo Brazza, la guerre en Tchétchénie au Congo-Kinshasa pour ne citer que ceux là prouve que certains principes sont énoncés universels mais en réalité leur application restera à géométrie variable. Malgré Tout le bruit que pourra faire le monde à son sujet, Pinochet bénéficiera jusqu'à la fin de sa vie des bienfaits, pour les services rendus aux maîtres du monde.

C. MASAMBA

La réalité d'une prise d'otage internationale par les grandes puissances représentées par la FMI et la BIRD...

Pour que les grands pays de ce monde se développent, il a fallu le concours de beaucoup d'éléments qui n'ont plus droit de cité aujourd'hui. Il s'agit des avantages de la gratuité de mains d'œuvre rapportés par l'esclavage, les travaux forcés dans les colonies d'Afrique noire, la colonisation en général et le plan Marchall pour les pays d'Europe occidentale après la guerre de 40.

Un développement continue fut assuré ensuite par les avantages des politiques de coopération et la mise en place des moyens permettant à leurs marchés de payer aux plus bas prix tous les produits qu'ils ne possèdent pas mais dont ils ont besoins pour certains et une réussite organisée collectivement par la solidarité européenne et occidentale pour d'autres.

Ces puissants organisés pour que les pays du tiers monde ne perçoivent pas la vraie valeur de ses produits à la vente ont donc réussi leur industrialisation par des moyens moralement dépourvue de toute espèce d'honnêteté.

Pour avoir ainsi réussi le développement en colonisant et opprimant l'autre, ces pays dont certains aujourd'hui super puissants ne devraient pas par conséquent et honnêtement être présentés comme modèle de développement. Car les pays aspirant au même développement ne pourront jamais détenir les mêmes moyens.

En effet pour réussir avec le système occidental de développement économique, le tiers monde devrait opprimer d'autres peuples à son tour, pratiquer le bénéfice gratuit à l'exemple de l'esclavage et imposer les prix non seulement de ses propres produits à la vente et mais aussi les produits étrangers à l'achat. Il faut donc comprendre l'impossibilité d'avoir actuellement les mêmes conditions.

L'endettement est la seule recette proposée par les puissants, spécialistes autoproclamés du développement, aux pays sous développés, comme unique moyen de développement, alors qu'aucun pays au monde ne s'est réellement développé grâce ou avec l'aide de la dette. Gérées par des institutions financières internationales, qui sont en réalité des organisations à but lucratif fonctionnant comme des sociétés commerciales ; visant avant tout le bénéfice, la dette est devenu un frein anti-développement.

A l'exemple des pays d'Asie appelés les dragons qui malgré, une certaine rigueur de gestion, un sérieux et une grande volonté de réussir et des avancés technologiques incontestables restent fragiles et dépendent du bon vouloir et des caprices des ces institutions financières. Pour les pays sous développés, il est temps d'exclure le modèle qui leur est présenté et d'adopter le développement de ceux qui n'ont jamais recouru aux prêts des ces bailleurs des fonds ; en s'accompagnant de la création des vastes zones monétaires qui permettraient à plusieurs pays d'échanger entre eux produits et services favorisant en même temps des politiques des crédits à bas taux d'intérêts, pour les initiatives jugés vitales sinon toutes. Stopper toute politique de recours à l'emprunt et donner la priorité à la construction d'une industrie artisanale qui permettra ensuite, l'évolution vers une industrialisation véritable; au détriment de l'économie informel et celle de matières premières, qui sont toutes les deux; mères nourricières du statut quo économique. Il reste tout de même important de ne jamais oublier, que des telles initiatives seraient sans doute considérées comme, une déclaration de guerre par les grandes puissances, mais les menaces ne suffissent jamais à faire éloigner de leurs intérêts des hommes qui savent rester ferme dans leurs convictions ; dont on remarque l'apparition dans les pays du tiers monde notamment l'Afrique.

C. MASAMBA

Société

Pendant qu'Alpha Blondy dénonce l'assassinat du journaliste Norbert Zongo au Burkina Faso.

Danse à volonté avec sa troupe, le monsieur Ndombolo du CONGO a rempli la salle omnisports de Paris Bercy, pour une unième production à Paris ; toujours sans aucun message au sujet de son pays envahit et déchiré par la guerre.

L'engagement n'est certes pas la spécialité de toutes les stars, mais il y a des silences qui font plus mal que la violence, lorsque ceux qui ont l'audience manquent le courage, d'exprimer leurs propres souffrances et incertitudes. Lorsque l'on se réclame ambassadeur de tout un peuple, en réalité ; on ne peut manquer de présenter les messages culturels, les souffrances et les plaisirs de ceux on représente, car cela pourrait influencer le cours de l'histoire. Comme on peut le remarquer, ce type d'artiste réclame haut et fort la sollicitation et l'accès aux médias, uniquement pour vendre leur image personnelle, sans détenir aucun message convaincant.

Proche de nous, en Afrique du sud de l'apartheid, la musique comme beaucoup d'autres formes d'expressions culturelles avait permis d'annoncer au monde les souffrances des Noirs causés par la ségrégation raciale. L'Amérique avec le jazz et le blues et même le reggae en Jamaïque sont des exemples parmi tant d'autres plus modestes ; Myriam Makeba, Bob Marley, Jhonny clegg, Le groupe Ladysmith Black Mambazo; avaient réussi à influencer l'opinion internationale par la musique.

Le Congo dont les talents musicaux sont tant vantés en Afrique, ne connaît pourtant aujourd'hui aucun artiste ni à la hauteur de la valeur du pays, ni capable de comprendre les enjeux de l'actualité. Sauf quelques rares exceptions, emprisonné dans une production sans fond et aux formes stéréotypées limitées aux rythmes saccadés de guitares, mélangés aux bruits des crieurs eux-mêmes accompagnés sur scène, par des danses exécutées par des filles à moitié habillées, sans soucis de chorégraphie. Lorsqu'on sait que la nudité est le produit le mieux vendu, on peut comprendre l'attraction de ces spectacles qui se situent à la limite de l'érotisme. Tout ceci doit faire enfin comprendre, que ce pays doit encore attendre des vrais artistes, capables de porter son message.

Aujourd'hui l'Afrique noire trouve sa fierté, dans l'œuvre d'Alpha Blondy l'artiste Ivoirien qui vient de produire tout un album destiné à faire savoir au monde, avec des termes dénoués de toute langue de bois ; l'un des maux dont souffre le continent, frappant à l'occasion de plein fouet le pouvoir Burkinabé. Contribuant ainsi à la pression exercée sur le président Blaise Compaoré pour

faire la lumière au sujet de l'assassinat de Norbert Zongo. Bien qu'initié par l'organisation journaliste sans frontière, la qualité de du texte de cette musique fait apparaître, tout le mérite d'un homme prédisposé à mener une action dans ce sens.

Dans les pays développés, malgré la prospérité relative, ceux qui ont l'occasion de côtoyer la misère sont inspirés par celle-ci et adressent des messages et contribuant ainsi à la pression et à la prise de conscience de ceux qui conduisent leur destiné à l'exemple du Rapp et les initiatives des "Enfoirés" pour les restaurants du cœur en France.

A condition d'être capable de réfléchir et de vouloir crier sa détresse elle-même au lieu d'attendre que des étrangers prétendus spécialistes du continent viennent le faire à sa place, l'Afrique de la chanson et de la danse détient par sa musique une des armes pacifiques plus fortes et plus redoutables, que toutes les télévisions et journaux du monde réunis pour transmettre les messages.

C. MASAMBA

La nécessité de tuer "le mythe du Professeur" en Afrique ?

Un mal qui a pris place dans nos sociétés, empêchant certains Congolais d'avoir confiance en eux même. Je suis... ou aussi, voici ... ou, je vous présente... le Président tel, Professeur tel, Général tel, Docteur tel ou aussi, ne savez vous pas qu'il est docteur en tel...etc ; Ce langage courant chez les Congolais qui voudrait que, le méritant soit celui qui est soit président ou professeur etc. de quelque chose a contribué au dérangement psychologique dont souffre les Congolais dans leur majorité. C'est ainsi que ceux se trouvant dans une situation sociale donnée ou possédant un titre scolaire, se présentent souvent en prenant soins d'ajouter un préfixe qui n'est autre que le titre scolaire, académique ou la fonction occupée dans la société.

Le cycle scolaire ou d'apprentissage n'est qu'un moyen utilisé par la société moderne pour permettre l'acquisition des connaissances jugées utiles, à son bon fonctionnement. Accorder les titres selon le parcours d'un individu n'est qu'un moyen d'informer la société, sur le niveau correspondant des difficultés que celui-ci peut affronter dans une spécialité. Mais un titre ne peut cependant conserver sa valeur, qu'avec une activité et un savoir-faire éprouvé. Malheureusement dans la majorité de pays d'Afrique Noir 40 années après les prétendus indépendances, les diplômés sont uniquement considérés comme moyen de se placer, aux postes les plus élevés de la société mais avec moins de travail ou même pas du tout. Ainsi les diplômés perdent de plus en plus de crédibilité. Car vu de l'Africain simple, n'importe quel petit blanc venu d'ailleurs est plus capable que n'importe quel diplômé noir.

Ceux qui devraient servir d'exemple ne sont généralement plus que des hommes qui ne peuvent plus rien proposer à la société.

La politique étant considérée en Afrique, comme moyen d'atteindre une prospérité financière, beaucoup se sont improvisés politicien souvent sans réelle conviction. Il est triste de constater que la majorité de ces diplômés, intervenants de plus en plus dans les problèmes de leurs pays brillent, par la stérilité de propositions réalistes se contentant soit d'énoncer en permanence, des principes déjà définis de style " défense de droit de l'homme", " liberté et démocratie etc...", soit de soutenir les idées élaborées par d'autres. Maniant un discours stéréotypé lorsqu'on les écoute, ils ont l'air de dormir tous dans la même chambre. On risque de se demander quand, le titre scolaire deviendra enfin un moyen de créativité et d'imagination chez les Africains.

Les Congolais en particuliers entrerons dans la voie du progrès, le jour où au CONGO, il sera plus important de dire ce que l'on est capable de faire, à la place de d'afficher des titres ou des fonctions que l'on occupe dans la société.

C. MASAMBA

L'écho de Paris

La naissance de la RIDEC ; "Recherche des Initiatives pour le Développement du Congo". Cette nouvelle organisation Congolaise née depuis le 14 avril 2000, se définissant de caractère philanthropique. Voulant solliciter le réservoir de talents Congolais ; Elle se veut ainsi ouverte aux propositions de ceux-ci, afin d'étudier les initiatives et leurs réalisations.

Pour tout contact s'adresser au siège noté ci dessous.

<p>R.I.D.E.C 02, rue du Docteur Ménard 92240 Malakoff Tel 01 46 56 88 95.</p>
--